FALAFEL #1

Rapport de Stage M1 Juin//Aout 2010
Laboratoire CEDEJ Le Caire
Alice LATHOUD / ENSAG
Culture :

*philosophie = architecture*

“Dès que l’on fait quelque chose il s’agit d’en sortir. D’en rester et d’en sortir. Sortir de la philosophie par la philosophie, ce sont des rencontres. Quand je vais au musée, que je pars en voyage je suis quoi ? Je suis aux aguets d’une chose qui me touche, qui m’émeut. Au mieux je risque une rencontre avec une idée, c’est ça une rencontre...”

Abécédaire de G. Deleuze

* - Boîte de Koshary, plat populaire égyptien -

*Ayman Ramadan*

*"Koshary min zamama-Installation"*
Avis au lecteur

Entre carnet de recherche et récit de voyage, le « Falafel #1 » est le début d’une vaste réflexion entamée cet été au Caire à travers un stage au CEDEJ dans le pôle Ville et développement durable.

Ce journal propose de rassembler des données accumulées sur le terrain égyptien et d’esquisser un regard critique sur la Vision Grand Caire 2050. Focalisées sur la prise en compte de la participation dans cette vision, mes recherches ont ciblé sur des questions qui allient politique urbaine et gouvernance égyptienne. Ce journal tente d’explorer ces notions dans la Vision 2050. Le Falafel #1 propose donc dans un premier temps de comprendre quelle est la culture historique de la planification en Egypte, pour ensuite voir comment cette vision s’inscrit dans une volonté d’innovation et de participation. Puis dans un second temps, nous aurons un regard croisé avec la gouvernance égyptienne et les projets proposés pour alimenter une analyse critique de cette Vision.

Le CEDEJ

Le Centre d’Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales [CEDEJ] est un laboratoire de recherche pluridisciplinaire franco-égyptien. Les travaux portent sur l’Egypte et le Soudan contemporains, dans toutes les disciplines des sciences humaines et sociales (sciences politiques, droit, économie, géographie...) Mon stage s’est inscrit dans le programme de recherche Ville durable en Méditerranée : retour sur les premières expérimentations du développement urbain durable sur la rive sud méditerranéenne.

Démarches

L’analyse de la prise en compte de la participation dans la Vision Grand Caire 2050 s’est avérée surprenante. Initialement pensée comme l’analyse de démarche de professionnels (architectes et aménageurs), cette réflexion menée sur la participation s’est avérée surprenante une question principalement politique. Bien qu’éloigné de mon champ de connaissance initiale : l’architecture, ce journal a été l’occasion d’explorer des questions concernant la politique urbaine et la gouvernance égyptienne, et les projets proposés pour alimenter une analyse critique de cette vision.

Outils

- Interviews officiels
- Rendez-vous tacites,
- Acquisition de données officielles
- Lectures personnelles,

Pages Blanches

Mon regard sur le Caire s’est nourri d’expériences quotidiennes auxquelles je souhaitais allier certains poètes incontournables égyptiens.
LE GRAND CAIRE [G.C.] * 30° 03' 22" Nord / 31° 14' 22" Est

Caractéristiques géographiques :
- Le Caire, capitale de l'Égypte érigée au bord du Nil
- Le Grand Caire = 5 gouvernorats :
  - Le Caire, Giza, Qaliubyah, Helwan et 6th Octobre

Surface de l'agglomération G.C. :
- 1 492 km²

Population officielle agglomération G.C. :
- 16 542 314 d'habitants

Population prévu du G.C. pour 2050 :
- 30 millions d'habitants *

Densité actuelle du G.C. :
- 11 087,3 hab./km²

* Ressources : GOPP

- L'espace régional du GC inclu 6 petites et moyennes villes et 162 villages.
- Le GC ne constitue pas une entité juridique autonome.
- Principal pôle industriel : 55 % des établissements industriels employant 48 % de la force du travail.
- La mégapole concentre plus de la moitié des activités commerciales, culturelles et de services.

Les habitants consomment 42 % des denrées alimentaires tous les ans et accaparent 40 % des investissements publics.*

L'Egypte est un État - Nation centralisé. Démocratie parlementaire depuis 1977
L'État est propriétaire de 95 % du sol de l'Égypte.
C'est lui qui édicte les lois, les normes d'urbanisation, qui élabore les politiques d'aménagement à toutes les échelles, qui définit les zones d'extension futures et qui fixe les limites des zones urbaines et l'usage des sols.*

Le Caire est la capitale administrative et économique du pays.*
Arpenter le territoire pour le comprendre dans son « épaisseur » et saisir l'imaginaire qu'il véhicule au quotidien.

Carte d'investigation des enquêtes et entretiens menés au Caire.
Entre rendez-vous officiels et tacites, chacune des rencontres a permis d'affiner la connaissance du territoire dans sa complexité et de récolter des données pour nourrir ma réflexion sur la Vision Grand Caire 2050.
Engager une Vision à l’horizon 2050 est un tournant majeur dans le planification égyptienne. Plus que de proposer des recommandations d’aménagement territoriales dans l’espace et dans le temps, elle incarne une prospective, une Utopie de société à l’horizon 2050. Même si cette Vision se heurte parfois à des enjeux politiques et sociaux, elle reste une entreprise très positive car elle est l’occasion pour l’Égypte d’explorer une nouvelle façon de planifier et de viser un idéal de vie par le développement urbain.

Cette initiative leur propose de nouvelles questions d’organisation et de gestion pour engager la planification du grand territoire du Caire:
- Quel développement urbain, économique et social vise l’Égypte à l’horizon 2050?
- Par conséquent, quels sont les moyens à mettre en œuvre pour formuler une Vision de façon partagée ? Quels outils de médiation et de participation seraient-ils adéquats ? Quelle stratégie de projet à grande et petite échelle entreprendre, pour mener à bien cette prospective à long terme ?
- Autant de questions innovantes auxquelles se confronter l’Égypte pour engager une refonte de la politique urbaine, telle qu’elle a été menée jusqu’à ce jour.

Initialement, mon stage au CEDJ visait à comprendre en quoi et par qui cette Vision GC 2050 était partagée, et qu’elle était la valeur d’une telle entreprise dans le contexte égyptien. Cela m’a permis de récolter des documents officiels (enquêtes, résultats d’enquête...) et d’interviewer des acteurs impliqués dans cette prospective. Il a été cependant nécessaire que je m’implique dans d’autres recherches pour comprendre les rouages de la gouvernance égyptienne et des politiques de planification.

C’est donc à travers l’étude des structures et formes dans le temps ; la Vision actuelle mise en place et de la qualité des projets proposés, que mon regard critique s’est esquissé.
GRAND CAIRE [GC]

« L’idée d’une Vision Grand Caire à l’horizon de 2050 naît du président du GOCP et de notre président Mr Mubarak. Le GOCP a vu ce qui a été fait pour des Visions stratégiques hors d’Egypte : Paris 2020, Londres 2066... Alors maintenant c’est au tour du Caire [...] »

Entretien Juillet 2020, Dr Ghada, GOCP,

A l’image de ses voisines, le Grand Caire [GC] souhaite s’inscrire au rang des grandes métropoles mondiales.
Comment la Vision GC 2050 est un changement majeur dans la façon de planifier le Caire ?
Afin de tenter de répondre à cette question, il semble essentiel de présenter les étapes principales qui ont fondé la politique urbaine égyptienne qui caractérise la planification contemporaine.
Cette exploration dans le temps est aussi l’occasion de mieux comprendre comment se sont constitués le Caire et sa région au fil du temps, de saisir en quoi le territoire spatialise différentes orientations politiques de gestion et de participation qui lui sont propre.

“STRUCTURES ET FORMES DANS LE TEMPS”
La volonté d'amélioration du fonctionnement de la ville du Caire et une organisation rationnelle de son développement se sont manifestées depuis la chute de la monarchie de 1952. Depuis 1953, jusqu'à nos jours plusieurs schémas directeurs ont été élaborés pour le Caire.

**DE QUELQUES ETAPES**

Avant 1885, la planification urbaine en Égypte se limitait à des projets d'embellissement et de rénovation urbaine.

Même si le projet d'Ismail Khédivé (1865) procédait d'une volonté de modernisation de la capitale, il fut sans rapport direct avec des impératifs sociaux, politiques et économiques. Ainsi, la planification de la ville à cette époque se faisait plutôt par l'intermédiaire d'organismes spécifiques (comme le service des voiries du ministère des Travaux publics). Les pouvoirs publics géraient un espace qui correspondait à un minima indispensable pour faire fonctionner l'ensemble de la ville : infrastructures, alignements et prospects, sauvegarde des monuments historiques, expropriations et entretien de l'espace public.

L'insuffisance des moyens financiers à cette époque, a amené les pouvoirs publics à déléguer une partie de leurs tâches à des sociétés d'aménagement étrangères, lesquelles ont notamment pris en charge la viabilisation et le lotissement de secteurs importants de la ville. Une telle gestion s'est accompagnée d'une absence de toute concertation. La ville s'est alors constituée par la juxtaposition de lotissements de taille et de conception différentes, où les règlements urbains et constructifs n'étaient souvent pas respectés. La spéculation qui animait les promoteurs et maîtres d'oeuvre durant cette période ont engendré des désequilibres entre les réalisations. Il est important de noter que dans ce système, les intérêts de la population furent souvent omis et des 1927 des contradictions commencèrent à se manifester.*

En parallèle, la crise du logement résultante de la résorption de l'habitat insalubre et d'une montée du chômage après la seconde guerre mondiale s'est avérée un enjeu majeur qui a du prendre en compte la nouvelle classe dirigeante issue du coup d'État de 1952. *

---

**Politiques urbaines**

**Etapes principales**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Étapes principales</th>
<th>Date</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>La Vision GC 2050</td>
<td>2007</td>
</tr>
<tr>
<td>schéma directeur 5</td>
<td>1995</td>
</tr>
<tr>
<td>schéma directeur 4</td>
<td>2000</td>
</tr>
<tr>
<td>schéma directeur 3</td>
<td>1983</td>
</tr>
<tr>
<td>1ère ligne métro</td>
<td>1981</td>
</tr>
<tr>
<td>Villes dans le désert</td>
<td>1974-79</td>
</tr>
<tr>
<td>Création GOPP</td>
<td>1973</td>
</tr>
<tr>
<td>schéma directeur 2</td>
<td>1983</td>
</tr>
<tr>
<td>schéma directeur 1</td>
<td>1956</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Ressources : G. El Kadi, 30 ans de planification
POLITIQUES URBAINES ENTRE 1950 et 1970

Le 1er schéma directeur [SD] est approuvé et élaboré à partir de 1953. L'industrie s'est avérée le moyen principal de redéploiement de la population. La conception de 6 villes satellites dans un rayon de 30 km autour du Caire greffées sur des noyaux industriels permettait d'absorber l'accroissement de la population et d'accueillir les petites industries polluantes du vieux Caire. Cette attitude illustre bien cette volonté d'un État nationaliste d'asseoir un développement industriel. Cependant, à cette même époque la priorité fut mise dans la reconstruction de la région du canal de Suez. Cela empêcha la création d'organismes spécifiques ou d'institutions pouvant gérer des modalités de financement. Alors, au lieu d'amorcer la déconcentration des activités industrielles et la redistribution de la population Cairote, le gouvernement opta pour des options qui accentuèrent le déséquilibre de l'armature urbaine en parant au plus pressé par des interventions ponctuelles et sectorielles spectaculaires. Seuls Madinet Nasr à l'est de la capitale et le peuplement du plateau du Moqattam furent mis en place conformément au schéma directeur. Il ne s'agissait pas d'urbaniser dans ces directions pour préserver les terres agricoles mais de créer une cité administrative proche du centre du pouvoir et de la direction de l'État major. Cependant, seul un ministère fut installé (Planification nationale) ainsi que l'agence centrale pour la mobilisation et les statistiques (CAPMAS). Ces opérations révèlent la prise de conscience de l'État dans la production foncière et l'attribution des marchés immobiliers : le Moqattam est confié à une société concessionnaire privée, Madinat El Nasr a une société concessionnaire publique.

Mise en Œuvre :
L'éloignement des recommandations du schéma directeur, notamment au niveau du manque de décentralisation industrielle a eu certaines conséquences sur l'avenir de la métropole :
- Une polarisation industrielle qui entraîna un fort taux de nouveaux immigrants.
- Une anarchie de la localisation des industries légères sur les terres agricoles.
- Un manque d'attention pour les équipements d'infrastructure.

Seule Helwan des 6 villes satellites et la création d'un grand pôle industriel au nord à Choubrah El-Kheima (non préconisé dans le schéma directeur) furent entrés dans un souci de gestion de la classe ouvrière comme le souligne G.EI Kadi « Disperser les ouvriers dans 6 cités autour du Caire conformément au schéma directeur, présentait un risque pour un pouvoir impopulaire au sein des masse laborieuses. L'encadrement

ideologique et le contrôle social [...] n'apparaissait réalisable qu'à l'intérieur des limites géographiques du siège du pouvoir central. »

Ces trois facteurs et la main mise de l'État sur la planification accentuèrent la crise urbaine de 1965. Ils imposèrent de nouvelles formes d'intervention et la mise en place d'un nouveau schéma directeur.

POLITIQUES URBAINES ENTRE 1970 et 1980

Elaboré au cours de la guerre des 6 jours en 1967 et approuvé en 1974, les données de base, la nature et le volume des problèmes posés de ce SD ont été bouleversés depuis 1953. Le Caire est depuis devenu le plus grand centre industriel du pays et les orientations prises par le gouvernement ont amené la ville à être éclatée dans tous les sens. Il s'agissait alors de panser les morceaux et de prévenir un plus grand anarchisme urbain à l'aide d'un nouveau schéma directeur.

Même si ce dernier avait comme fondement des considérations d'ordre militaire, il reposait pour la première fois dans l'histoire de la planification sur l'idée de concertation et de collaboration entre les partenaires économiques. Cela a donc permis en de nombreux progrès dans la création d'entités juridiques. En 1965 : création du Haut comité de planification du Grand Caire comprenant des techniciens et des représentants des ministères du transport, des finances, de la Planification, du logement et de l'Administration locale.

Mise en œuvre :
L'explosion démographique, les densités élevées, le délabrement de certains quartiers, la sureutilisation des égouts et le manque d'équipement (réseau routier, électricité), ont engendré des opérations structurantes lourdes de voirie, résultantes d'une planification essentiellement basée sur le zonage. Ces entreprises sont largement influencées par le contexte politique de l'époque. En effet, comme le souligne G. EI Kadi dans ses recherches, la nouvelle bourgeoisie d'État a commencé à s'associer au secteur privé à travers des projets communs non déclarés. Ces dérives résulteraient du laisser faire de l'État et de la nouvelle politique de libéralisation économique instaurée en 1971 : volonté de stimuler le capital national public et privé par l'appel aux soutiens financiers et techniques du capital étranger. Ce dernier a donc permis la rénovation du réseau de communication (firma allemande), le plan de transport (français, la SOFRETU); Schéma directeur des villes satellites de EI Obour, 10-de-Ramadan, 15-de-Mai (bureaux de consultants étrangers Américains, Allemand et Anglais).

Ce choix de collaboration est à souligner car il traduit la naissance de nouvelles collaborations encore d'actualité.

*Ressources : G. EI Kadi, Etude sub urbaine et G. EI Kadi, 30 ans de planification*
Même si ce second SD souhaitait mettre en place une coordination et une concertation entre les partenaires de la planification, le laisser faire de l’état allié à une politique de libéralisation économique ont largement participé à l’éalètement des cadres sociaux et urbains. Les schémas de planification régionales s’élaboraient avant la définition d’une politique d’aménagement du territoire. Les études d’aménagement prospectives n’étaient jamais suivies de réalisations et aussitôt abandonnées au profit d’études sectorielles menées par d’autres partenaires. Au moment même où les études sont en cours, des projets sont mis en chantier, de façon quasi illégale.

Même si beaucoup de projets sont entrepris au Caire durant cette période, ils ont visé à corriger séparément et progressivement chaque problème par une approche sectorielle ce qui n’empêcha pas à la ville de progresser en dehors de tout contrôle.

**POLITIQUES URBAINES DEPUIS 1980**


- 1973 : Création du “General Organisation for physical planning (GOPP, élaboration et mise en œuvre des plans d’aménagement à toutes les échelles, coordination des acteurs de la planification)
- 1974 : Création de la “ General Organization for industrialization (GOFI, contrôle et des projets industriels publics et privés)
- 1978 : Mise en place d’un ministère du Développement et de l’Aménagement urbain (formulation et exécution des politiques d’aménagement du territoire et des villes nouvelles)
- 1979 : Création du NUCA (élaboration des plans des villes nouvelles ; gestion et coordination des travaux)

Le recours presque systématique à l’expertise étrangère depuis les années 70 dans le domaine de la planification urbaine et régionale touche aussi l’aménagement de territoire car le SD de 1980 se voit confié aux français (l’OTUIH et l’IAURIF) sous la direction du GOPP et du ministère du développement et de la reconstruction. L’élaboration de ce nouveau SD s’est avérée mieux structurée. L’étude procédait en trois phases : un diagnostic avec un plan stratégique, la production de 3 scénarios (l’un étant l’actualisation du schéma directeur de 1970), une phase d’exécution de 3 projets urgents.

Mise en œuvre :
Les recommandations envisageaient de repenser le foncier des villes nouvelles pour s’adapter aux familles à bas revenus et de créer une ville pour une déconcentration administrative.
Cependant, la réalisation de la Ring Road (prévue dans le schéma de 1970) et du «mégal tunnel» d’égout inauguré en même temps que le métro (1988) démontrent qu’une fois encore un intérêt particulier est porté aux infrastructures lourdes au profit d’une seule région urbaine : Le Caire.
Il faut noter qu’en parallèle la gestion financière à cette époque, qui impliquait les américains et des membres de l’Europe, a peu soutenu les villes nouvelles. Or, l’entretien mené avec Dr Ghada du GOPP expose clairement qu’une des causes de l’échec des villes nouvelles à accueillir le peuplement projeté est l’insuffisance de moyens. Cette situation souligne un enjeu fort intéressant concernant les projets réalisés et la tutelle financière internationale.
On peut donc se poser la question sur la pression qu’exerce une telle tutelle étrangère pour le choix des réalisations des projets.
Notamment dans la Vision GC 2050 où acteurs métropolitains et internationaux sont appelés à participer : dans quelles mesures les financements étrangers influencent-ils sur les réalisations des projets dont certaines sont spéculatives ?


Cette analyse de l’évolution des politiques urbaines depuis 1950, permet de mieux saisir les enjeux actuels de la planification urbaine en Égypte. Entre libéralisation économique, ouverture aux investisseurs privés et expertise étrangère, qu’en est-il aujourd’hui dans le cadre de la conception d’une Vision partagée à l’horizon 2050 ? En quoi la formulation d’une Vision innove -t-elle dans la prise en compte de ces acteurs ? Quels outils sont mis en œuvre ?

Après la présentation des objectifs de cette Vision et des principaux acteurs, le dossier qui suit cherchera à questionner comment se fabrique la Vision GC 2050 dans une volonté de gestion participative.

Se posent alors les questions suivantes : Au regard des entreprises de planification passées au Caire, comment prennent place les acteurs nationaux et internationaux dans la fabrique de la stratégie ? Comment et par qui sont validées les différentes orientations de la Vision ? Par conséquent comment est prise en compte la volonté populaire ? Comment ces orientations se répercutent sur la planification à moyen et long terme des projets urbains conçus?
En quoi la Vision est-elle une innovation dans l'histoire de la planification du Grand Caire ?
[regard posé sur la participation]

L'expérience passée de la planification explorée précédemment s'élaborait à partir d'études sectorielles pour aboutir à un schéma directeur réunissant des conclusions et des recommandations de zones détaillées.
Aujourd'hui la planification se résumerait à une Vision basée sur des études plus rapides et une bonne participation publique. Il s'agit d'avoir une idée générale et ambitieuse fondée sur des besoins de la région GC. Alors, de cette Vision découlent les stratégies et plans d'action à plus petite échelle.

Regardons plus précisément comment est à présent appréhendée la participation longtemps laissée pour compte dans les politiques urbaines passées.

Principaux Corridors de développement urbain

Même si la région Grand Caire n'a aucune réalité juridique, réaliser une Vision est l'occasion d'innover et d'affirmer certaines entreprises des planifications précédentes :
- ouverture de trois nouveaux corridors urbains (cercles en jaune) reliant les villes nouvelles (Sud-ouest et Nord-est) et le centre
- entretien et valorisation des zones historiques et environnementales
- requalification d'aires d'habitat informel
- extension de l'urbanisation sur les terres désertiques
La participation dans la conception de la Vision Grand Caire 2050

"Construction d'une «Vision» stratégique à horizon 2050 ; un management participatif de co-production et l'intégration du Développement Durable."

Sources : Newsletter #1, Pôle villes et développement durable, CEDEJ

Trois axes sont annoncés par les Termes de Référence de l'étude pour mener à bien cette Vision Grand Caire 2050.

Longtemps laissée pour compte dans les politiques urbaines précédentes, la participation semble être ici un enjeu majeur pour la conception de cette Vision.

Afin de comprendre comment se traduit le «management participatif et cette co-production», il semble nécessaire dans un premier temps de définir tous les acteurs qui interviennent dans la formulation de la Vision. Onverra ensuite comment ils sont pris en compte dans le processus de décision des différents partis pris. Enfin on croisera ces données avec la gouvernance égyptienne afin de réfléchir à ce mode opératoire dans un tel contexte politique.

QUI FAIT QUOI

Les interviews réalisés au sein du GOPP et des autres agences engagées pour la Vision m’ont permis de saisir la place et la responsabilité de chacun des acteurs dans le processus.

Les organismes ministériels, les bailleurs de fonds internationaux, les consultants publics et privés... Chacun d'entre eux participe fortement à la mise en place de la Vision soit dans l'aide à la coordination soit dans l'acquisition de données (enquêtes d'opinion, études géographiques...). Le GOPP étant missionné par le ministère de l'habitat il s'est entouré des Nations Unies pour le soutenir dans la coordination et la réalisation d'une participation. Le GOPP joue donc un rôle majeur de lien et d'interface entre les différents intervenants internationaux, entités ministérielles et acteurs métropolitains.

Les Nations Unies détiennent un rôle majeur dans l'aide à la coordination et l'animation d'atelier de travail. UNDP et UN-habitat accompagnent donc le GOPP à formuler la vision et les plans stratégiques de développement urbain pour la région et les grandes villes qui lui sont rattachées.

Les organismes internationaux tels que le JICA ou GTZ sont des bailleurs de fond qui aident à la gestion de certaines zones d'aménagement (pôle des aires informelles au gouvernorat du Caire) et l'acquisition de données (pour le JICA et la Vision GC 2027).

D'autres consultants tels que Cube Architectes, El Zanaty Compagnie participent à des workshops et permettent la conception de certains projets urbains et d'architecture.

Qui fait quoi ? Liste des principaux acteurs métropolitains et internationaux

**GOMP**
- General organisation of urban planning
  - Sous la tutelle du ministère de l'habitat, service et développement urbain.
  - Organisme responsable de la préparation du Strategic development of urban planning [SUDP].
  - Manage, finance et pilote le processus pour préparer le SUDP.
  - Reçoit et approuve le documents des entreprises consultées.
  - Médiateur et responsable de la communication entre les différents acteurs ministériels et métropolitains.

**UN-HABITAT**
- United Nation habitat
  - Recruté par le GOPP et mandaté par l'Assemblée générale des Nations Unies pour promouvoir le développement social et écologique durable des villes

**GTZ**
- Organisme allemand
  - Responsable des aires informelles

**JICA**
- Japan international cooperation agency
  - Actualiser les masters plans du Grand Caire et l'étude de faisabilité des principaux corridors de transport (dattant de 1997)

**UNDP**
- United Nation development program
  - Supporter le GOPP pour la mise en place du SUDP
  - Recruter de consultants locaux et internationaux
  - Conduire des workshops et de séminaires avec les différents groupes de travail.

**World Bank**
- Banque Mondiale
  - Définir et préparer une faisabilité des Mega-projects implantés pour le développement local de chaque gouvernorat.

Liste non exhaustive

El zanaty, Cube Architectes...

La région Grand Caire n'ayant aucune réalité juridique et institutionnelle il est nécessaire de préparer des plans d'action officiels, des documents techniques et des procédures à suivre à travers les Termes de Références [TOR] pour assurer une bonne mise en œuvre.

Alors que cette trame de travail semble exemplaire pour assurer la formulation d'une Vision partagée et située, regardons les étapes 2, 4, 5 et 6 qui soulèvent quelques enjeux dans la façon d'analyser le territoire et dans l'appréhension de la participation.

Les investigations menées sur le terrain cairote m'ont permis d'acquérir des données concernant certains travaux réalisés en terme de participation : - Questionnaires et résultats d'enquêtes d'opinion sur les axes stratégiques de la Vision, réalisés auprès d'acteur métropolitains (Pôle des aires informelles du gouvernorat du Caire, Aout 2010), - Questionnaires des enquêtes d'opinion réalisés auprès de la population et des entreprises sur les axes stratégiques de la Vision à la demande du GOPP (El zanaty Compagnie, Juillet 2010) - Power point médiatisés au grand public (GOPP, Aout 2010)

Ces documents montrent qu'il y a de gros efforts faits en terme de diagnostic territorial et de participation.

**ÉTAPES DE REALISATION VISION GC-2050**

1. Mise en place trame de travail
2. Développer et mettre en place une stratégie de communication pour assurer une participation active des acteurs
3. Préparation d'études environnementales, sociales et économique de la Région Grand Caire
4. Développer la Vision du Grand Caire à l'horizon 2050
5. Définition des axes principaux stratégiques pour la réalisation de la future Vision
6. Développer et agréer les projets nécessaires pour achever les axes stratégique
7. Préparation des Terms of references [TOR]
9. SUDP approuvé et voté 2011
Regardons quels sont les démarches entreprises et les enjeux que cela implique.

ANALYSES ET ÉTUDES DU TERRITOIRE

Les outils employés pour réaliser les études s'avèrent très performants afin de prévoir les réalités de flux, de démographies et d'économies de certains secteurs à l'horizon 2050. Un diagnostic prospectif efficace qui reste cependant parfois limité en terme de représentation de projet durable à long terme.

Il ne s'agit pas ici de remettre en question la valeur des outils statistiques mais seulement de souligner que les outils employés ont parfois généré une attitude de projet géographique limité pour une planification à grande échelle.

Prenons pour exemple les espaces verts (un des enjeux principal de la Vision). Les plans détaillés de certaines zones indiquent pourquoi et combien mettre d'espace vert, mais pas où. On constate alors que cette logique de pourcentage peut diminuer la puissance d'une telle entreprise. Même s'il ne s'agit pas dans le cas d'une Vision de donner des informations détaillées, cette dernière est tout de même l'occasion de spatialiser d'autres attitudes précises. Alors quels outils pourraient être mis à disposition des groupes de travail pour que l'ensemble de ces espaces verts soient, par exemple, raisonnes en corridors biologiques le long du Nil?

Cette façon d'appréhender le territoire permettrait alors d'allier certains secteurs d'analyse tels que l'Eau, l'Agriculture, le Patrimoine... Par conséquent, peut on envisager que le projet de territoire ne soit plus considéré comme une addition de secteurs d'intervention, mais comme un système interactif?

VALEUR D'ENQUÊTES D'OPINION.

La volonté d'une participation active de la population à permis aux groupes de travail de mettre en place de nouveaux outils tels que la création d'un site Web où les citoyens peuvent donner leur avis et la réalisation d'enquêtes d'opinion.

Les résultats des enquêtes d'opinion réalisées par la compagnie égyptienne ne m'ont pas été communiqués. Cependant l'étude des questionnaires d'enquête menés conjointement auprès des acteurs métropolitains et de la population* illustre un certain paradoxe : quelles valeurs peuvent avoir ces enquêtes, en terme de participation de la population, si les questions posées sont relatives à des prises de décision validées en amont par les principaux acteurs métropolitains ?

La population n'a effect d'autre réalité que d'expression et de prise en compte d'opinion que ceux validés par l'équipe de projet gouvernementale.

Afin de mieux considérer ces enjeux de la participation de la population dans les projets d'aménagement en Egypte, regardons comment fonctionne les prises de décision des axes de la Vision au sein d'un gouvernorat.

(schéma ci-dessous)

*Ressources : Entretien mené avec El zabaty compagnie, Juillet 2010
Entretien mené avec Mr Khalil, chef des aires informelles du gouvernorat du Caire, Août 2010
Réaliser une Vision partagée : «prise en compte des gouvernorats»

Schéma Organisationnel -
Ou Comment se prennent les orientations de la Vision Grand Caire 2050

Organigramme réalisé à l'aide d'un entretien avec Mr Khalil chef des aires informelles du Gouvernorat du Caire

- Gouvernorats
- Approuve
- Equipe de travail :
  - 1 chef d'équipe
  - 1 expert environnemental
  - 1 expert des transport
  - 1 expert des énergies
  - 1 expert des aires informelles
  - 1 expert économique
  - 1 expert social
  - 1 expert en infrastructure
  - 1 urbaniste

25 représentants de communauté locales

Chacun des 5 gouvernorats propose une Vision qui lui est propre, toutes réunies en une par le GOPP et approuvée par le Conseil Suprême
PRISE EN COMPTE DES GOUVERNORATS (schéma p. 30-31)

Afin de formuler une Vision partagée énoncée par l’étape 4. de la trame de travail, chacun des 5 gouvernorats doit développer sa propre Vision à l’aide de son équipe de travail avant d’être réunies en une seule par le GOPP.

Chaque expert est en charge de diagnostiquer les potentiels et enjeux de son domaine de compétence à l’aide d’enquêtes et d’études de terrain.

La prise en compte d’une Vision pour chaque gouvernorat reste un point très positif pour une formulation partagée car le gouvernorat a toujours bénéficié de la responsabilité et de l’initiative principale pour réaliser les projets urbains. Une remarque qui prend toute son importance comme nous le fait constater L. Debout dans ses recherches. Malgré l’existence du Haut Comité de Planification du Grand Caire, les gouvernorats agissent chacun indépendamment et ne se concertent que lorsque de projets de réseaux (transports, gestion des eaux...) sont en jeu.

En intégrant activement les gouvernorats avec des équipes d’expert dans la formulation de la Vision, les projets seront plus cohérents à grande échelle.

Qu’en est-il cependant de la participation populaire au sein même des gouvernorats ?

Les objectifs annoncés en terme de participation se présentent bien orchestrés pour les principaux acteurs ministériels et métropolitains publics et privés. Cependant, nous avons constaté plus haut les limites d’une réelle participation à travers les enquêtes d’opinion. Qu’en est-il au sein même de chaque gouvernorat?

Pour apprécier la participation de la population dans la conception de projet urbain il semble nécessaire de voir comment sont menés les projets au sein même d’un gouvernorat. Chaque gouvernorat devant formuler sa propre Vision avant d’être fusionnée en une par le GOPP (voir schéma ci-dessus) regardeons en quoi la gouvernance égyptienne pose question face à de telles ambitions.

Tout d’abord, comment les décisions de projet urbain sont-elles actuellement prises au sein des gouvernorats ?

LA GESTION URBaine AU SEIN D’UN GOUVERNORAT

Le gouvernorat (échelon le plus important de la gestion urbaine) bénéficie de la responsabilité et de l’initiative principale pour réaliser les projets urbains.

Le gouverneur responsable devant le premier ministère et a sous son autorité une majorité des services déconcentrés des différents ministères. Il lui revient la décision finale sur les actions entreprises dans son gouvernorat.

D’autre part, comme le décrit précieusement L. Debout dans ses recherches, les projets entrepris sont financés par 2 types de budget : public et privé. Ce second est une sorte de « caisse spéciale » qui échappe au ministère des finances. Le manque d’information laisse toutefois envisager que ces projets échappant au contrôle de l’état déséquilibrent l’armature urbaine.

N’ayant pas de municipalités élues avec un réel pouvoir de décision, la gouvernance locale est souvent mise à part dans la concertation des projets d’aménagement.

Comme nous le livre S. Ben-Nefissa dans ces recherches, face au désengagement de l’état, les problèmes quotidiens sont réglés par les associations de quartiers et ONG. Elles sont telles des relais des autorités locales dans la gestion du quotidien faute de l’absence d’un pouvoir local élu.

Se pose la question sur la façon dont le gouvernorat s’attache aux associations pour la décision des projets urbains à réaliser. L’étude menée par L. Debout mentionne que le gouvernorat reconnait l’existence de ces associations mais qu’il y a un fossé entre le discours et les faits.

Aussi, la Direction de l’Urbanisme et de la Construction reconnait l’importance des associations dans la constitution des projets, mais ces dernières n’apparaissent pas dans l’organigramme de projet. Elles sont donc exclues des décisions.

Afin de permettre une participation active de la population à toutes les échelles du territoire, ne faudrait-il pas envisager une refonte d’une part du système politique en encourageant une décentralisation du pouvoir à la création d’une instance locale au pouvoir décisionnel ?

Pour l’heure, cette refonte n’étant pas effective, quelles conséquences soulèvent les projets proposés face à des besoins quotidiens locaux ?

* Ressources : L. Debout : Le contexte métropolitain cairote [..]
S. Ben-Nefissa : ONG et gouvernance dans le monde arabe
Carte SIG des principaux investissements d'entreprise dans les villes du Monde. (Wall, 2006)
Les noeuds blancs sont la corrélation entre le cumul des investissements et la performance urbaine.

"Il apparaît un nouveau système de production de ville et de structure urbaine pour répondre à des besoins associés à un système économique mondial fondé sur l'accélération de la production de masse et l'augmentation des flux de capitaux souples."
Quelle Vision politique incarne le territoire ?

“Les grands territoires n’existent pas à priori mais à travers une vision, une politique qui les constitue comme lieu de projet.”
Christian Devilliers, Urbaniste, Architecte

L’expérience passée des planifications entreprises montre qu’il y a souvent eu des dérives entre la conception et la réalisation faute d’une divergence entre problèmes réels et projets mis en œuvre. Face à un tel constat, quels sont les projets de territoire proposés pour répondre à une refonte de société à l’horizon 2050? Comment s’articulent savoir faire local et données géographiques territoriales? En somme, quelle politique incarnent-ils et à qui s’adresse vraiment cette Vision Grand Caire 2050?
Les projets proposés répondent à une sorte de géopolitique de l’urbanisation qui ne va pas sans remettre en question les outils employés et la responsabilité des professionnels.

Les notions de territoire et d’identité locale sont en effet clairement affectées dans les Méga-projets proposés ici. Ne s’agirait-il pas plutôt de lier un territoire globalement connecté et localement encréré ?

Comme le questionne S. Sassen dans ses recherches, comment les aménageurs et architectes ont-ils aujourd’hui la capacité de dépasser les notions d’architecture high tech, virtuelles de la materialisation du pouvoir ? Quels outils de représentation et de projet permettraient aux architectes engagés dans la conception de cette Vision de ne plus être les marionnettes d’une institution qu’ils occupent ?

Le manque de données au sein de mes recherches me posent les questions suivantes :

Où se trouve représentée et projetée toute « épaisseur culturelle » nourrie par le quotidien et la poésie caïroite ?

Comment les projets conçus pourraient-ils lier volonté économique et savoir faire populaire quotidien ?

* Ressources : D. Singerman, P. Amar, Cairo Cosmopolitan

AA n° 378
Retour d'un regard posé le GC et sa Vision

**

Le « Falafel #1 » a été l'occasion de m'immerger dans des questions relatives à la politique urbaine égyptienne et de constater les dérives d'un processus de Vision dans une volonté de soutenir un système international globalisé.

Au-delà d'une profonde refonte de la gouvernance égyptienne pour permettre un pouvoir décisionnel aux instances locales, comment les architectes et aménageurs du territoire peuvent ils aussi innover dans les démarches à entreprendre ?

La Vision est conçue par et pour une élite qui cherche à s'inscrire dans un rang économique mondial. Une orientation légitime mais radicale qui anesthésie cependant toute la richesse culturelle quotidienne égyptienne.

Face à ce constat, comment l'Egypte pourrait elle s'approprier un tel processus grâce à l'aide de nouveaux outils ? Au lieu de raser/remplacer des quartiers accueillant parfois les plus grandes densités mondiales, comment agir avec une population et un savoir faire local ? Comment recenser et caractériser ce « savoir faire » pour contribuer à la fabrique d'un projet de territoire ancré dans une réalité ? Quels sont les outils de planification et de représentation que l'on pourrait mettre en place pour allier analyse locale et ambition territoriale pour créer de réels projets participatifs populaires ? Les cartographies non conventionnelles, dans leur capacité à réunir savoir faire vernaculaire et projet de territoire, pourraient-elles être adéquates dans un tel contexte ? En somme, comment aboutir à une action pertinente et durable sur le territoire en corrélant des éléments géographiques et usages sociaux ?

**

En plus de soulever des questions relatives à l'aménagement et la gouvernance égyptienne, cette expérience a été l'occasion de m'immerger dans une culture fascinante et poétique parfois peu mise en valeur dans les projets proposés dans le cadre de la Vision.

Les « pages blanches » qui suivent permettent de souligner certains enjeux urbains auxquels j'étais sensible au quotidien et illustrent d'autres réflexions qui sont nées au cours de cette expérience au Caire.
PAGES BLANCHES
Ou comment Le Caire s'arpenie
au quotidien ?

De quelques détails . . .
‘Là où on pense que la ville finit, et où en fait elle commence.’

Pierre Paolo Pasolini
“N’hésitez pas à changer de vitesse au milieu de la nuit.”

Joyce Mansour
"POUR NOTRE PATRIE,
PROCHE DE LA PAROLE DIVINE,
UN TOIT DE NUAGE."

Mahmoud Darwish
"LA SOIF DU NIL ET SES PROMESSES DE GROSSIR"

Ahmed Fouad Negm
"ET FAIRE TOMBER LES BARRIERES
ET DE PERDRE LES PRISONNIERS"

Ahmed Foad Negm
"JE ME SOUVIENS DU BRUIT DES LOGEMENTS VIDES."

Anonyme
17:12

"TU CHERCHAS EN VAIN
UNE PREUVE D'IDENTITÉ."

Mahmoud Darwish
"LE JOUR OÙ JE DORMIRAI SOUS UN COUVERCLE DE PLOMB"

Joyce Mansour
"L'OBSCURITÉ S'EST POSÉE
SUR LE PONT ET LES AMANTS"
Joyce Mansour
"IDENTIFIER LES LIEUX ET LES MOMENTS OÙ SE FABRIQUE UNE RÈGLE PARTAGÉE"

Agnès Deboulet
Sur la route d’Alexandrie
“Quand les investisseurs détiennent le monopole des projets”
A. Lathoud

La Ring Road
“La conquête anarchique du désert”
A. Lathoud

Morqattam vu d’oiseau
“Morphologie/ressources/todité locale”
A. Lathoud sur photo de H. El Koussy

Al Warraq
“Fragilité des terres fertiles”
A. Lathoud sur photo de H. El Koussy

Interlude
“Quand les pigeonniers fleurissent avec la modernité”
A. Lathoud

Al Monib
“Urban pattern”
A. Lathoud

Centre ville du Caire
“Urban pattern”
A. Lathoud

Le Caire vu du Nil
“Quand l’espace public propose de nouveaux espaces temps pour la population”
A. Lathoud

Centre ville du Caire
“Quotidien et actes ordinaires”
A. Lathoud

Citations de poètes égyptiens et libanais
A la suite de cette expérience au Caire, sont nées plusieurs réflexions concernant les relations qu’entretiennent Homme/architecture/société.
Voici une liste non exhaustive des questions qui m’animèrent quotidiennement et que je n’ai pas pu approfondir dans ce journal, mais que je souhaiterais développer en vu d’un prochain travail.

La suite au prochain épisode...

Aménagement et géographie// Quels éléments géographiques pourraient être l’armature d’un projet urbain à toutes les échelles ? L’eau et l’agriculture, tout deux relatifs au Nil, pourraient-ils être un support de structure de planification à long terme?


Architecture et Patrimoine// Comment est appréhendée la gestion du patrimoine en Égypte ? Quels sont les organes actifs et comment agissent-ils dans les processus de conception et réalisation ? Quels sont les limites géographiques et d’usage de la ville ancienne ? Comment s’identifient ses mutations ? Comment et par quoi, la ville ancienne reste-elle un vaste espace de signe et de repères culturels ? Par quels usages et fonctions est elle permanente ? Pourquoi est elle un paysage sociol-spatial à vitaliser au sein la métropole ?

Aménagement et Société// Comment la religion investit l’espace public ? Quelle est la place de la femme dans l’espace public ?
01. Rencontres et entretiens effectués :
  - Dr Hoda Edward, GOPP
  - Dr Ghada, GOPP
  - Mr Khalil Shaat, Advisor des Aire informelles du gouvernorat du Caire
  - Dr Sonaya Baby Eldin, Cube Architecture Consultants
  - Dr Fatma El-zanaty, President & CEO of El zanaty & Associates
  - Dr Ashraf M. El Abd, Chief program officer, JICA
  - Kharim et Waleed, Architectes

02. Documents Divers :
  - G. El Khadi, Etude sub urbaine
  - G. El Khadi, 30 ans de Planification
  - G. El Kadi, A. Deboulet, Les dossiers l’IRD, le Caire
  - L. Debout, Le contexte métropolitain caïro[...]n
  - S. Ben-Nefissa ; ONG et gouvernance dans le monde arabe
  - Al Masr al youm
  - Newsletter 1, CEDIEJ

03. Documents Officiels :
  - Contrat UNDP
  - Enquêtes el zanaty
  - Enquêtes gouvernorat du Caire
  - Résultats d’enquêtes du gouvernorat du Caire
  - Power point du GOPP
  - Power point de Cube consultant
  - Résultats d’enquêtes du JICA

De quelques lectures . . .

05. 'A'A' (AA n° 378)

06. 'A'A' (AA n° 379)

07. Les compétences des citadins dans le monde arabe
  L. Berry-Chahouit, A. Deboulet

08. La ville franchisée
  B. Mangin

09. Agir sur les grands territoires
  M. Maboughi, D. Mangin

10. Cairo
  C. T. Cooney

11. Cairo Contested
  D. Singerman

12. Projet Urbain
  F. Panerai, D. Mangin

13. Concevoir et gérer les Villes
  T. Souami, E. Verdiel

14. Mutations
  R. Koochouz

15. Projets et stratégies urbaines
  A. Bourdin, R. Prost
REMERCIEMENTS

Ce petit journal de bord n’aurait pas vu le jour sans l’aide de :

P.A Barthel, pour m’avoir accueilli et suivi dans mes recherches. Sa précieuse connaissance du Caire et son enthousiasme ont nourri quotidiennement ma réflexion.

Le CEDEJ, pour son accueil et ses ressources en livre
Toutes les personnes qui m’ont ouvert les portes de leur agence pour alimenter ma connaissance

S.Paviol, pour ses conseils à distance

H.Touman Abdelhamid, pour m’avoir soutenu dans mes démarches

Tous mes proches et amis qui ont suivi et nourri cette expérience

À l’étranger du coin d’un café du bout d’une rue pour son brin de discussion sur le Caire...